

Proposition conjointe de l’Autriche, la Belgique, la Bulgarie, l’Espagne, la France, la Grèce, l’Italie, le Luxembourg, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie sur le nouveau cadre de protection de l’acier européen et de lutte contre les surcapacités sidérurgiques mondiales

1. La sidérurgie européenne fait face à une situation critique

L’industrie sidérurgique européenne revêt une importance économique et sociale majeure, puisqu’elle assure, au sein de l’Union européenne, 310 000 emplois directs et 2,2 millions d’emplois indirects. Elle constitue un maillon amont essentiel dans des chaînes de valeur stratégiques, telles que l’automobile, l’énergie, la construction et la défense.

Elle est cependant aujourd’hui sérieusement menacée par une combinaison de défis structurels, au premier rang desquels la croissance de surcapacités de production à l’échelle mondiale et la déstabilisation du cadre commercial multilatéral par les récentes mesures de l’administration étatsunienne. En 2023, avec une production historiquement basse de 126 Mt, la sidérurgie européenne a atteint un taux d’utilisation des capacités préoccupant de 58 % seulement. La situation ne s’est pas améliorée en 2024, avec une production attendue à 130 Mt. A l’inverse, l’OCDE estime que les surcapacités mondiales continueront d’augmenter, de 600 Mt/an en 2024 à 720 Mt/an en 2027, soit une augmentation de 2,75 à 3,5 fois la capacité installée européenne totale. C’est dans ce contexte fortement dégradé que la sidérurgie européenne doit pourtant réaliser d’importants investissements de modernisation et de décarbonation de ses moyens de production.

Les mesures de sauvegarde actuelles expireront en juin 2026, et ne suffisent plus à protéger l’industrie sidérurgique européenne de ces menaces. Sa libéralisation progressive a réduit son efficacité : les contingents en franchise de droit sont désormais trop élevés au regard de la consommation européenne, qui a entre-temps significativement diminué. Bien que les importations d’acier dans l’UE soient restées globalement stables sur la période, c’est la production de l’UE qui a entièrement absorbé la baisse de la demande intérieure. Si nous salvons la révision fonctionnelle entrée en vigueur en avril 2025, menée avec rapidité et efficacité à la demande conjointe de 13 Etats membres, un nouveau mécanisme plus efficace et ambitieux est aujourd’hui nécessaire pour assurer la viabilité de la sidérurgie européenne.

Nous nous félicitons que le rôle clé de l’industrie sidérurgique, ainsi que sa présente vulnérabilité, aient été identifiés à juste titre par la Commission européenne. Dans son « Plan d’action pour l’acier et les métaux », publié en mars 2025, la Commission reconnaît la nécessité d’élaborer un nouvel cadre « hautement efficace¹ » pour

¹ « Highly effective » dans le texte

protéger la sidérurgie européenne et pour faire face aux distorsions de marché causées par les surcapacités mondiales. Un tel instrument sera d'autant plus utile pour renforcer la position européenne dans le cadre des négociations transatlantiques en cours.

2. Le nouvel instrument doit être opérationnel d'ici le 1er janvier 2026 et permettre d'augmenter les taux d'utilisation des capacités européennes, en limitant la part de marché des importations

Nous demandons que la Commission présente au plus vite une proposition d'un nouveau cadre de défense de l'acier européen contre les effets délétères des surcapacités. En tout état de cause, la mise en œuvre de ce futur cadre devra intervenir dans les meilleurs délais, **dès le 1^{er} janvier 2026**.

L'ambition, affichée dans le plan d'action pour l'acier et les métaux, d'un niveau de protection « hautement efficace » devra se traduire matériellement par une ambition renforcée par rapport aux mesures de sauvegarde actuelles. Elle devra créer les conditions pour que l'industrie sidérurgique européenne retrouve des taux d'utilisation de ses capacités de production viables, proches du taux cible de 85 %, identifié par la Commission dans son plan d'action. Un moyen efficace serait de limiter, pour un niveau de consommation européenne d'acier donné, la part de marché des importations.

Au cours de la période 2012-2013, qui a précédé la crise des surcapacités mondiales, la sidérurgie européenne affichait des taux d'utilisation de capacité supérieurs à 80 %, malgré une demande intérieure historiquement faible. Nous pensons donc qu'il faut considérer cette période récente comme la meilleure période de référence pour la sidérurgie. La consommation actuelle de l'UE étant équivalente, voire inférieure, le nouveau cadre de protection de l'acier européen doit viser **à ramener la part des importations dans la consommation de l'UE aux niveaux de 2012-2013, à savoir, pour chaque segment de produit : 15 % pour l'acier plat, 5 % pour l'acier long et 15 % pour l'acier inoxydable**.

La Commission doit envisager la mise en œuvre d'une règle d'origine dite du « melted and poured » appropriée dans ce nouveau cadre, afin d'en renforcer l'efficacité et de lutter contre le contournement par des transformations superficielles des produits. Elle devra également évaluer le recours à une augmentation des droits hors-contingents pour limiter efficacement les importations aux parts de marché ciblées, et analyser l'effet d'un droit de 50 %.

Le cas échéant, une expiration anticipée des mesures de sauvegarde pourra être envisagée, de manière coordonnée avec l'entrée en vigueur du nouveau cadre, afin d'assurer la meilleure protection possible à l'industrie sidérurgique de l'UE dans les meilleurs délais.

3. Ce nouveau cadre devra prendre la forme d'un système de contingents tarifaires, dont les volumes flexibles s'adapteront à l'évolution de la demande européenne

À l'image des mesures de sauvegarde actuelles, le nouvel instrument prendrait la forme de contingents tarifaires libres de droit et au-delà desquels un droit de douane additionnel s'appliquerait à toute importation. Afin de limiter efficacement les importations, ces contingents devront être fixés à un niveau nettement inférieur. Sur la base de la demande européenne d'acier en 2024, de tels contingents auraient des volumes 40 à 50 % inférieurs aux contingents prévus par les mesures de sauvegarde en vigueur.

Par ailleurs, afin d'être pleinement efficace, le nouveau mécanisme doit s'appliquer à l'ensemble des pays tiers sans exception. Il doit également permettre à différents pays tiers de se partager équitablement les contingents libres de droits, sans qu'un petit groupe de pays ne puisse préempter la majeure partie des volumes. Les effets d'aubaine tels que la libéralisation progressive, le report temporel des quotas inutilisés ou la gestion différenciée par les autorités douanières nationales des demandes d'attribution de volumes libres de droits doivent être résolument écartés de ce nouveau cadre. Le futur mécanisme devra également être suffisamment flexible pour permettre l'adaptation des volumes de contingents en fonction des besoins, au vu de l'évolution de la demande européenne : en cas d'évolution significative de la demande, à la hausse ou à la baisse, les niveaux de contingents devront pouvoir être ajustés, en maintenant l'objectif d'une part de marché constante pour les importations.

Un tel cadre serait équilibré, car il prendrait en compte l'intérêt général de l'Union, incluant les producteurs et les utilisateurs, ainsi que les importateurs et les consommateurs. Il préserverait les intérêts des industries aval en leur garantissant l'accès à un volume donné en franchise de droits pour tout produit, et en limitant l'effet de la hausse des prix. La Commission devra procéder à une évaluation économique et juridique approfondie du mécanisme proposé, y compris de son effet potentiel sur les industries aval, lors de sa conception et de sa mise en œuvre.

La Commission devra également réfléchir à la meilleure façon d'élaborer ce nouveau dispositif pour permettre à l'Union européenne de le présenter dans le cadre d'une approche compatible avec les règles de l'OMC.

4. Le futur cadre doit être étendu aux produits actuellement non couverts

Enfin, le nouveau mécanisme devra inclure tous les produits couverts par les mesures de sauvegarde actuelles. Nous estimons également que certains produits sidérurgiques et sidérurgiques non couverts par les mesures de sauvegarde actuelles doivent être inclus dans le champ d'application du nouveau cadre de protection commerciale. Il s'agit notamment des produits suivants :

- Tubes, tuyaux et profilés creux, en fonte ductile (NC 73 03 0010, 73 03 0090)
- Tôles d'acier magnétique à grains orientés (NC 72 25 1100, 72 26 1100)
- Grenailles de fonte, de fer ou d'acier (NC 72 05 1000)
- Fils tréfilés en acier inoxydable (NC 72 23 0011, 72 23 0019, 72 23 0091, 72 23 0099, 77 22 4050)
- Boulets et articles similaires pour broyeurs (NC 73 25 91, 73 26 11)
- Tubes de roulement (NC 73 04 5110, 73 04 5930)
- Barres forgées en aciers non alliés et autres alliages (NC 7214 1000, 7228 1050, 7228 4010, 7228 4090)
- Fils en autres alliages (NC 72 29 2000, 72 29 9020, 72 29 9050, 72 29 9090)

La Commission devra également continuer à surveiller les importations de produits dérivés de l'acier et, si les conditions requises sont remplies, étendre le champ d'application du mécanisme aux produits dérivés pour lesquels une protection « hautement efficace » est également nécessaire.